

Séance plénière du
Conseil Départemental du Val-de-Marne
Lundi 11 avril 2016
Budget primitif 2016
(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Président,
Cher(e)s Collègues,

Lors de l'examen du budget de notre collectivité de l'an dernier, le contexte dans lequel s'inscrivait notre action départementale n'était guère différent de celui de cette année.

En effet, le Président de la République et la majorité parlementaire de gauche, pour qui vous aviez appelé à voter, M. Le Président – et que soutient encore très activement une partie de votre majorité départementale – avaient déjà engagé les mesures injustes de réduction des dotations aux collectivités locales, qui impactent si lourdement les budgets de nos départements et de nos communes.

Parallèlement, les choix désastreux faits par la gauche en matière de politique économique se traduisaient déjà malheureusement par une hausse vertigineuse du chômage et de la précarité. Et pour nos collectivités par une envolée des dépenses de RSA.

Déjà l'an dernier, j'avais donc indiqué que face à cette réalité et à la dégradation avérée de nos finances départementales, il était amplement urgent de mettre en œuvre le plan de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement que, pour notre part, nous réclamions depuis des années.

Votre majorité, Monsieur le Président, n'avait, alors, pas eu de mots assez durs pour fustiger nos prises de position et nos propositions de réforme et d'économie.

Nous étions alors, il est vrai, à quelques semaines des élections départementales de mars 2015.

Dans ce contexte pré-électoral, vous aviez fait le choix de présenter un budget à nos yeux totalement décalé par rapport à la dégradation de notre situation financière. **Souvenez-vous, nous l'avions qualifié de « carré magique ».**

Alors qu'on connaissait une montée inexorable des dépenses sociales et une baisse drastique des dotations de l'Etat, votre majorité départementale nous promettait de façon idyllique :

- ⇒ Un maintien strict des dépenses de fonctionnement (hors dépenses de RSA) ;
- ⇒ Une limitation du recours à l'emprunt
- ⇒ Le maintien d'un haut niveau d'investissement ;
- ⇒ Pas d'augmentation de la fiscalité en direction des ménages.

Bref, un scénario enchanteur, qui s'est doublé dans les semaines suivantes par une panoplie de promesses électorales très coûteuses et des discours généreux de solidarité. Les candidats Front de Gauche se présentaient comme les candidats anti-austérité promettant – je cite

– de « *poursuivre et de renforcer les politiques publiques* » engagées par votre majorité.

Mais ce discours enchanteur, d'avant les élections, n'a pas tenu longtemps, une fois les échéances passées.

Dès l'été 2015, vos propos sont devenus subitement alarmistes concernant notre situation financière. Vous-même, Monsieur le Président, avez multiplié les déclarations pour faire part de votre inquiétude quant à notre situation budgétaire, doutant même de notre capacité à pouvoir continuer à payer le RSA.

Pétitions et calicots, suivant une mécanique bien huilée au Conseil départemental, ont de nouveau fleuri contre les baisses de dotations.

Les élections passées, il fallait bien préparer les esprits aux mesures douloureuses que la réalité budgétaire rend inévitable et qui sont par définition très éloignées des discours de campagne et des promesses électorales qui ont été les vôtres.

Aujourd'hui, le 1^{er} budget de notre mandature que vous nous présentez en est une traduction explicite.

La réalité budgétaire de notre département apparaît au grand jour avec son cortège de mauvaises nouvelles.

Faute d'avoir engagé à temps les réformes nécessaires pour sauvegarder nos finances départementales, ce sont les Val-de-Marnais et les agents départementaux, qui vont subir les conséquences de l'impasse budgétaire dans laquelle vous avez conduit notre Département.

Car l'impasse budgétaire est bien réelle. Elle tient en quelques chiffres.

Notre épargne s'effondre. Elle s'est réduite de plus de 55% depuis 2011.

Parallèlement, notre endettement s'envole pour atteindre 792 M€ fin 2015, soit une hausse de 83% depuis 2008. La dette totale, avec le budget annexe d'assainissement, est de 868 Millions d'€. Comme nous l'avions prévu il y a près de 2 ans, la dette du Val-de-Marne devrait atteindre le milliard d'euros cette année.

Reflet de la gravité de cette dérive : notre capacité de désendettement est passée, en seulement un an, de 7,7 ans à 12,5 ans.

Et cette situation ne peut que continuer à se dégrader puisque, pour équilibrer le budget, nous prévoyons d'emprunter cette année 166 millions d'€ ! Record absolu !

Ce qui me frappe, en plus de la hausse de notre emprunt, et qui n'est curieusement pas mentionné dans le rapport, c'est l'obligation dans laquelle nous nous trouvons d'avoir recours à une ligne de trésorerie de plus en plus importante.

De 99 millions en 2015, elle va passer à 134 millions d'€ cette année ; ce qui laisse penser que notre trésorerie a connu une forte dégradation au cours de l'exercice écoulé.

Par ailleurs, le budget que vous nous présentez, et c'est une source d'inquiétude supplémentaire, repose sur une hypothèse optimiste et très fragile.

Compte tenu des négociations en cours entre l'Assemblée des départements de France et l'Etat sur la prise en charge du RSA – et conformément à la position de l'ADF sur le sujet –vous avez fait le choix d'inscrire une dépense d'allocation de RSA au niveau du compte administratif 2014. Dont acte mais c'est par définition une inscription de dépense très minorée par rapport à la réalité. Je rappelle que nous parlons d'une enveloppe de 35 à 40 M€.

Notre équilibre budgétaire repose donc sur une simple hypothèse qui le rend tout à fait précaire. Notre collègue Pascal SAVOLDELLI, en charge des finances, n'a d'ailleurs pas caché en commission qu'il n'était pas, je cite, « *d'un optimisme démesuré* » quant à l'issue de ces discussions avec l'Etat.

Si jamais l'issue de ces discussions n'était pas aussi favorable que ce que les départements espèrent, un nouveau tour de vis budgétaire s'avérerait alors inéluctable pour notre collectivité.

Cette année, au regard des difficultés rencontrées pour équilibrer le budget, vous vous êtes donc résolus, Monsieur le Président, à engager ce que vous appelez « *un effort inédit de réductions et de suppressions d'activités* ».

Nous n'en connaissons pas le montant. En effet, s'il y a bien dans le rapport une liste de réductions des prestations, des subventions ou de dispositifs, à aucun moment, le rapport nous précise le volume global des économies réalisées ou escomptées.

Nous nous en sommes étonnés en commission des finances. On nous a rétorqué que c'était compliqué à évaluer et de surcroît que notre question était – je cite – «populiste ».

Pour information, je vous préciserai que les autres départements d'Ile-de-France ont pour leur part affiché clairement le montant global de leur plan d'économie :

- 68 millions pour le Val d'Oise
- 45 millions pour l'Essonne
- 25 millions pour les Yvelines
- 17,6 millions pour la Seine-et-Marne

En dehors de cette absence de transparence coutumière de la part de la majorité, Monsieur le Président, sachez que nous n'allons pas critiquer sur le principe cette volonté de réduire, même si elle est trop tardive, les dépenses – en particulier de fonctionnement – puisque c'est que nous réclamions depuis des années.

Je remarque d'ailleurs que plusieurs de nos propositions d'économie, qui nous ont été si souvent reprochées, ont été finalement retenus par l'Exécutif :

- Une baisse substantielle des dépenses de Communication (-1M€) ;
- la réduction des dépenses de fonctionnement du MAC/VAL ;
- la fin du subventionnement des emploi-tremplins ;
- ou encore le développement du recours au mécénat ;

Sur certaines de ces économies, nous pourrions d'ailleurs aller encore plus loin, notamment en matière de dépenses de communication. Nous vous proposons soit, comme vient de le faire la Région, de supprimer la version papier du journal départemental ou au moins de revoir la périodicité de ce magazine.

En revanche, si nous ne critiquons, ni le principe d'une baisse de nos dépenses, ni certaines pistes d'économie que je viens d'évoquer, nous sommes beaucoup plus critiques sur d'autres décisions qui sont à nos yeux éminemment contestables.

Nous contestons ainsi votre choix de supprimer purement et simplement la Dotation Départementale Globale d'Investissement qui était versée aux communes, c'est-à-dire une dotation de 3,6 M€ qui soutenait l'investissement public dans les 47 villes du département.

C'était bien la peine, Monsieur le président, d'en appeler comme vous l'avez fait en septembre dernier, à la mobilisation à vos côtés, de tous

les Maires, de gauche ou de droite, pour condamner la baisse des dotations de l'Etat pour finalement vous livrer vous-même, 6 mois plus tard, à une réduction des moyens des communes.

Et contrairement à ce que j'entends dire ici ou là, réduire l'aide à l'investissement par exemple de 245 000€ pour la ville de Champigny, de 162 000€ pour Ivry-sur-Seine, de 139 000€ pour Maisons-Alfort, 80 000 € pour L'Haÿ-les-Roses, 43 000 € pour Valenton et 10 000 € pour Marolles-en-Brie. **Ce n'est ni anecdotique, ni indolore.**

De même nous refusons votre choix de baisser le soutien à la vie associative dans notre département. La majorité de gauche choisit non seulement de réduire de 10% le montant des subventions mais supprime également la Dotation Départementale de 858 000€, qui était destinée au fonctionnement des associations locales.

Là encore, ces mesures ne sont pas neutres pour la vie associative. Cela va se traduire par une perte concrète d'au moins de 48 000 € de subventions pour les associations de Champigny-sur-Marne, de 19 000€ pour celles Charenton, de 26 000 € pour celles de Choisy-le-Roi, de 57 000 € pour celles de Créteil, de 13 000 € pour celles de Villeneuve-le-Roi, etc...

Nous nous opposons à ce choix. Nous avons toujours dit que la baisse des dépenses de fonctionnement du Département « *passera nécessairement pas une revue des subventions aux associations* ».

Mais nous avons toujours précisé qu'à nos yeux : « *il ne s'agit en aucun cas de toucher aux subventions aux associations sportives, culturelles, caritatives ou sociales qui agissent sur le terrain, dans nos villes et nos quartiers. Et que « cet effort doit être maintenu. »*

Aussi, pour éviter cette suppression de 858 000€ aux associations locales, nous proposons :

- De mettre un terme à la Biennale Internationale des Poètes qui nous a coûté 233 000 € en 2015 et qui n'a aucune résonance auprès des Val-de-Marnais !
- La suspension de la subvention de 29 100 € pour la Ligue de l'Enseignement du Val-de-Marne ! Une association qui a 15 M€ de recettes, 328 000 € de trésorerie et 218 000 € de placement peut supporter cette mesure !
- La réduction de moitié, à titre temporaire – le temps de redresser notre situation financière – de notre effort en matière de coopération décentralisée, soit une économie de 600 000 €. Dans la mesure où notre territoire et ses habitants connaissent des difficultés, il est naturel de recentrer une partie de nos moyens au profit des Val-de-Marnais.

A elles seules, ces 3 mesures représentent à elle seules une économie plus de 860 000€, ce qui permettrait de maintenir le soutien aux associations locales.

Plutôt que de réduire les aides aux communes et aux associations, pour notre part, fidèles et cohérents avec nos engagements de l'an dernier vis-à-vis des Val-de-Marnais, nous proposons de vrais choix budgétaires.

Nous proposons ainsi, de baisser les dépenses de fonctionnement à travers la mise en place d'un **Plan Pluriannuel de Fonctionnement**. C'est tout le sens de nos interventions passées. Si un tel plan avait été mis en œuvre depuis plusieurs années, nous serions dans une situation moins délicate aujourd'hui pour aborder ce budget.

Parmi les choix courageux que j'évoque, **il faut poser la question centrale du niveau des effectifs de notre collectivité.**

Dans un département dont la Chambre régionale des Comptes dit elle-même qu'il est « suradministré » ; dans un département qui dépense chaque année près de 50 millions d'€ de plus en matière de personnel que la moyenne des départements de même taille, (sans prendre en compte les dépenses de personnel de crèche, je le précise, qui est une spécificité à laquelle nous tenons tous), ne pas poser la question du nombre d'agents de notre collectivité est à nos yeux une grave erreur.

Vous l'avez toujours refusé au motif que le personnel n'était pas une variable d'ajustement. Dont acte. Mais à quoi cette posture vous conduit-elle aujourd'hui ?

En vérité, malgré vos discours, vous êtes bien obligés de réduire les dépenses de personnel. Quand il faut faire des économies, on ne peut ignorer un volume de dépense qui représente à elles seules 27% de notre budget.

Ainsi, **vous allez diminuer les crédits dédiés à la rémunération des agents de 1% par rapport au BP 2015.**

Pour ce faire, vous allez **réduire les crédits dédiés à la formation et surtout baisser d'un tiers l'enveloppe des heures supplémentaires, ce qui va impacter pour nombre d'agents leur fiche de paie.**

Pour notre part, je le dis clairement, **nous préférons avoir moins d'agents départementaux mais dont on maintient le pouvoir d'achat plutôt que des effectifs trop importants qui vont voir leur rémunération réduite ou leurs conditions de travail rendus plus difficiles.**

Nous préconisons également d'autres mesures pour redresser notre situation budgétaire. En particulier, il nous paraît indispensable de **renforcer nos contrôles dans l'attribution des aides sociales, le RSA au premier chef.** C'est une allocation particulièrement nécessaire dans le contexte de précarité que nous connaissons mais la préserver nécessite d'être plus actif dans la lutte contre la fraude dont chacun sait qu'elle se multiplie.

Je ne développerai pas davantage ce point car notre collègue Paul BAZIN aura l'occasion de s'exprimer sur ce sujet dans quelques instants.

Au final, Monsieur le Président, votre majorité rogne sur beaucoup de politiques publiques (jeunesse, soutien aux associations, soutien aux communes, voire départementale...) mais ne présente aucune réforme de fond susceptible de permettre dans le futur un redressement des finances de notre Département.

Mais surtout, Monsieur le Président, le budget 2016 que vous nous présentez, est en fait pour votre majorité le budget du reniement !

Vous reniez un certain nombre d'engagements et de promesses au travers de vos choix budgétaires.

Tout d'abord, contrairement aux engagements de campagne des candidats du Front de Gauche, vous allez devoir augmenter la **fiscalité de 5,8% !**

Ce n'est pas une surprise pour nous. Dès l'examen du budget 2015, nous avons annoncé cette future augmentation.

C'est vrai, d'autres départements d'Ile-de-France l'ont fait et dans des proportions plus importantes. Vous citez d'ailleurs à l'envi les Yvelines.

Mais je ferai remarquer, d'une part, que même après cette augmentation, les Yvelines garderont un taux d'impôt foncier moins élevé que le nôtre (12,58%) et d'autre part que d'autres départements franciliens, comme les Hauts de Seine, sont parvenus à ne pas du tout augmenter leur fiscalité.

Contrairement à vos engagements de campagne, vous baissez, comme je l'ai indiqué précédemment, votre soutien à la vie associative.

Notre groupe imagine donc que l'adoption de ce budget 2016 se fera sans le soutien de notre collègue Didier GUILLAUME qui déclarait, ici même, avec force l'an dernier, lors de la séance budgétaire du 09/02/2015, je cite : « *La vie associative ne doit pas être et ne sera pas ici, en Val-de-Marne, une variable d'ajustement* ». C'est raté !

De même, notre collègue Daniel GUÉRIN, nouveau Président du groupe PS, nous expliquait l'an dernier qu'il serait, « *en total désaccord* » si nous décidions, en cas de victoire aux élections départementales, de, je cite, « *supprimer de façon plus vaste les subventions aux associations* », de « *supprimer la Fête des Solidarités et les chèques solidarité* ».

Or, il se trouve que le budget qui nous est aujourd'hui présenté réduit effectivement les moyens aux associations, diminue de façon importante le montant des chèques de solidarité pour les Val-de-Marnais non imposables et réduit fortement les moyens

dédiés à la Fête des Solidarités. Dès lors, je suis impatient de connaître le point de vue du groupe socialiste sur le budget.

Vous voyez, Monsieur le Président, le budget que votre majorité s'apprête à voter est assez éloigné de la teneur des messages que vous avez adressés avant les élections départementales aux Val-de-Marnais.

Ce budget va donc avoir un goût amer pour un grand nombre d'entre eux et sans doute pour nombre d'agents départementaux, qui ont cru aux discours généreux et aux engagements de votre majorité lors des dernières élections départementales.

Nous sommes donc aujourd'hui face à un projet de budget extrêmement fragile sur le plan des équilibres financiers et je crains la nécessité dans les prochaines semaines de présenter un Budget Supplémentaire avec de nouvelles mesures de réduction.

Nous sommes face à un budget qui supprime ou réduit certains dispositifs mais qui, faute d'engager des réformes structurelles nécessaires ne laisse entrevoir aucune solution permettant de sortir de l'impasse budgétaire dans laquelle nous nous trouvons.

Nous sommes enfin devant un budget qui montre que votre majorité n'a pas tenu un discours de vérité devant les Val-de-Marnais lors des élections départementales.

Dès lors, notre groupe votera contre ce budget 2016.

Je vous remercie.

Olivier CAPITANIO

Président du groupe « Les Républicains – Val-de-Marne Autrement »